



Conseil économique et social

Distr. générale
1^{er} février 2013
Français
Original : anglais

Reprise de la session d'organisation de 2013

25 et 26 avril 2013

Point 4 de l'ordre du jour

**Élections, présentation de candidatures,
confirmation des candidatures et nominations**

Ordre du jour

Additif

Annotations

4. **Élections, présentation de candidatures, confirmation des candidatures et nominations**

Le Conseil doit prendre des décisions en ce qui concerne les organes ci-après :

Commission de statistique (E/2013/9)

Huit membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Trois membres parmi les États d'Afrique;

Un membre parmi les États d'Europe orientale;

Un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

En outre, il reste à la Commission un siège vacant à pourvoir parmi les États d'Europe occidentale et autres États, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2016 (voir la décision 2012/201 A du Conseil).

Commission de la population et du développement (E/2013/9)

Seize membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Quatre membres parmi les États d'Afrique;

Quatre membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Deux membres parmi les États d'Europe orientale;

Trois membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;



Trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

En outre, il reste à la Commission six sièges vacants à pourvoir comme suit : un membre à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique et un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, tous deux pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme à la clôture de la quarante-neuvième session de la Commission, en 2016; et un membre à choisir parmi les États d'Afrique, deux parmi les États d'Asie et du Pacifique et un parmi les États d'Europe orientale, tous pour un mandat prenant effet à la première réunion de la quarante-septième session de la Commission, en 2013, et venant à terme à la fin de la cinquantième session, en 2017 (voir décision 2012/201 C du Conseil).

Commission de la condition de la femme (E/2013/9)

Treize membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Cinq membres parmi les États d'Afrique;

Cinq membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Trois membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes.

Commission des stupéfiants (E/2013/9)

Vingt membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Quatre membres parmi les États d'Afrique;

Quatre membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Trois membres parmi les États d'Europe orientale;

Quatre membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Cinq membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

Commission du développement durable (E/2013/9)

Dans sa résolution 67/203, l'Assemblée générale a accueilli favorablement la décision de créer une instance politique de haut niveau, universelle et intergouvernementale, destinée à remplacer la Commission du développement durable et a recommandé que la Commission tienne une dernière session, qui devrait être brève et consacrée aux questions de procédure, à l'issue des négociations sur la structure et les modalités de fonctionnement de l'instance politique de haut niveau et juste avant la tenue de la première réunion de cette instance afin d'assurer une transition harmonieuse entre les deux institutions.

Dans la même résolution, elle a également demandé au mécanisme de négociation œuvrant sous ses auspices de définir la structure et les modalités de fonctionnement de l'instance politique de haut niveau, dont les travaux débiteront au plus tard en janvier 2013 pour s'achever si possible d'ici à mai 2013, afin que l'on dispose de suffisamment de temps pour préparer la première réunion de l'instance politique de haut niveau, qui se tiendra au début de sa soixante-huitième session.

Compte tenu de la résolution 67/203 de l'Assemblée générale, en 2013, le Conseil économique et social n'élira pas de membres pour un mandat de trois ans prenant effet à l'ouverture de la réunion d'organisation de la vingt-troisième session de la Commission, en 2014, et venant à terme à la clôture de sa vingt-cinquième session, en 2017.

Comité du programme et de la coordination (E/2013/9/Add.1)

Les candidatures de sept membres doivent être présentées, pour élection par l'Assemblée générale, selon la répartition suivante :

Trois membres parmi les États d'Afrique;

Trois membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes.

En outre, il reste au Comité cinq sièges vacants à pourvoir comme suit : cinq membres à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États, dont quatre pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2014 et un pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2015 (voir la décision 2012/201 C du Conseil).

Comité d'experts de l'administration publique (E/2013/9/Add.2)

Le Conseil doit examiner les candidatures de 24 experts nommés par le Secrétaire général, qui siégeront à titre personnel pour un mandat de quatre ans qui prendra effet le 1^{er} janvier 2014.

Instance permanente sur les questions autochtones (E/2013/9/Add.3 et 4)

Huit membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Deux membres parmi les États d'Afrique;

Deux membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Deux membres parmi les États d'Europe orientale;

Un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Un membre parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

En outre, huit experts, dont la candidature a été présentée par des organisations autochtones, seront nommés par le Président du Conseil. Le Conseil sera saisi des renseignements sur les membres nommés et les candidats ainsi que de leurs curriculum vitæ.

Comité d'experts de la coopération internationale en matière fiscale (E/2013/9/Add.10)

Conformément à la résolution 2004/69 du Conseil économique et social, le Conseil doit prendre note de la nomination par le Secrétaire général de 25 experts, qui siégeront au Comité en cette qualité pour un mandat de quatre ans prenant effet le 1^{er} juillet 2013. Le Secrétariat est en train de recueillir des renseignements sur les personnes nommées. Le Conseil sera donc saisi de la

liste des personnes nommées ainsi que de leur notice biographique lors de sa session de fond, en juillet 2013. Le mandat des experts prendra effet après notification du Conseil par le Secrétaire général et prendra fin le 30 juin 2017.

Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
(E/2013/9/Add.5)

Onze membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Un membre parmi les États d'Afrique;

Deux membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Deux membres parmi les États d'Europe orientale;

Deux membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Quatre membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

**Conseil d'administration du Programme des Nations Unies
pour le développement/Fonds des Nations Unies pour la population/
Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets**
(E/2013/9/Add.6)

Onze membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Un membre parmi les États d'Afrique;

Deux membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Deux membres parmi les États d'Europe orientale;

Deux membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Quatre membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

**Conseil d'administration de l'Entité des Nations Unies pour l'égalité
des sexes et l'autonomisation des femmes** (E/2013/9/Add.7)

Vingt-quatre membres doivent être élus selon la répartition suivante :

Groupes régionaux, conformément à la résolution 2010/35 du Conseil

Cinq membres parmi les États d'Afrique;

Cinq membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;

Deux membres parmi les États d'Europe orientale;

Trois membres parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;

Trois membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États;

*Pays contributeurs, conformément au paragraphe 61 de la résolution
64/289 de l'Assemblée générale et de la résolution 2010/35 du Conseil*

Six membres.

Conseil d'administration du Programme alimentaire mondial
(E/2013/9/Add.8)

Six membres doivent être élus parmi les États inscrits sur les listes A à D figurant en annexe au document E/2013/9/Add.8, selon la répartition suivante :

- Deux membres parmi les États de la liste A;
- Un membre parmi les États de la liste B;
- Un membre parmi les États de la liste C;
- Deux membres parmi les États de la liste D.

Conseil de coordination du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) (E/2013/9/Add.9)

Huit membres doivent être élus selon la répartition suivante :

- Deux membres parmi les États d'Afrique;
- Deux membres parmi les États d'Asie et du Pacifique;
- Un membre parmi les États d'Europe orientale;
- Un membre parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes;
- Deux membres parmi les États d'Europe occidentale et autres États.

L'attention du Conseil est également appelée sur les organes suivants, où des sièges sont restés vacants depuis la session précédente :

Commission du développement social (E/2013/9)

Il reste à la Commission sept sièges vacants à pourvoir comme suit : un membre à choisir parmi les États d'Europe orientale pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme à la clôture de la cinquante et unième session de la Commission, en 2013; un membre à choisir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme à la clôture de la cinquante-quatrième session de la Commission, en 2016, et un membre à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique, un parmi les États d'Europe orientale et trois parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la première réunion de la cinquante-deuxième session de la Commission, en 2013, et venant à terme à la fin de la cinquante-cinquième session, en 2017 (voir décision 2012/201 D du Conseil).

Commission du développement durable (E/2013/9)

Il reste à la Commission deux sièges vacants à pourvoir parmi les États d'Europe occidentale et autres États pour un mandat de trois ans prenant effet à la réunion d'organisation de la vingt-deuxième session de la Commission, en 2013, et venant à terme à la clôture de sa vingt-quatrième session, en 2016 (voir décision 2012/201 A du Conseil).

Commission de la science et de la technique au service du développement
(E/2013/9)

Il reste à la Commission deux sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : un membre à choisir parmi les États d'Asie et du Pacifique et un parmi les États d'Europe orientale, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2016 (voir la décision 2012/201 D du Conseil).

Groupe de travail intergouvernemental d'experts des normes internationales de comptabilité et de publication

Il reste au Groupe de travail d'experts 20 sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : un membre à choisir parmi les États d'Afrique, deux parmi les États d'Asie et du Pacifique et huit parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2014, et un membre à choisir parmi les États d'Afrique, quatre parmi les États d'Asie et du Pacifique, deux parmi les États d'Europe orientale et deux parmi les États d'Amérique latine et des Caraïbes, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2015 (voir la décision 2012/201 A du Conseil).

Comité d'attribution du prix des Nations Unies en matière de population

Il reste au Comité quatre sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : deux membres à choisir parmi les États d'Afrique et deux parmi les États d'Asie et du Pacifique, pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2015 (voir la décision 2012/201 D du Conseil).

Conseil d'administration du Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat)

Il reste au Conseil d'administration neuf sièges vacants à pourvoir selon la répartition suivante : deux membres à choisir parmi les États d'Europe orientale et un parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2015, et deux membres à choisir parmi les États d'Europe orientale et quatre parmi les États d'Europe occidentale et autres États, tous pour un mandat prenant effet à la date de l'élection et venant à terme le 31 décembre 2016 (voir la décision 2012/201 D du Conseil).